

TLEMCEN

Transport
urbain,
«le cauchemar
continue»

On ne parlera jamais assez de l'anarchie qui règne dans le transport urbain. Dans un récent article, nous évoquions les problèmes de la circulation routière.

Un autre phénomène est apparu ces derniers mois, certains bus de la ligne 14 Bouhanak-Tlemcen ne respectent plus l'itinéraire imposé par la Direction des transports et se permettent de s'aventurer dans les ruelles des quartiers de Rhiba et d'El Kalaâ supérieure.

Ces agissements dangereux répondent à un seul objectif : une concurrence déloyale envers les transporteurs qui respectent la desserte, telle qu'elle est signalée dans le cahier des charges. Il y a là une infraction flagrante et le non-respect dû au voyageur. Mais enfin, jusqu'à quand va durer cette gabegie ?

M. Zenasni

**MOULAY-SLISSEN
(SIDI-BEL-ABBÈS)**

Les prétendants
aux logements
sociaux
en colère

Depuis lundi dernier, des dizaines de prétendants aux logements sociaux dans la localité de Moulay-Slissen manifestent leur colère au sujet de l'attribution des 128 logements dont la liste n'a pas été encore affichée, selon nos sources.

Dans la journée de lundi, ils ont fermé la RN 92 à la circulation. Il a fallu toute la force de persuasion des éléments de la gendarmerie pour arriver à dégager ce tronçon important qui relie Saïda à Sidi-Bel-Abbès, via Moulay-Slissen. Ce n'est que tard dans la soirée que la circulation a été rétablie. Mais dans la journée de mardi, les manifestants se sont regroupés devant le siège de la daïra, exigeant l'affichage de cette liste de 128 logements d'où ils seraient écartés selon eux.

Sous un soleil de plomb, les protestataires faisaient le pied de grue pour tenter d'arracher une quelconque audience de la part d'un responsable. Tout ce rassemblement se tenait sous l'œil vigilant des éléments de la gendarmerie afin d'éviter tout incident.

A. M.

RELIZANE

Retour de l'informel à la cité Batoir

Des étals de fortune étaient en effet installés tout le long de cette rue passante, pénalisant de ce fait les riverains. L'informel a eu le dessus, durant quelques jours, en revenant en force au niveau de la rue susmentionnée.

Tous les efforts fournis par les autorités pour l'éradication de ce phénomène avaient donné l'impression d'être partis en fumée, du moins durant ces derniers jours. Tout au long de ladite rue, plusieurs étals de fortune étaient dressés de chaque côté.

Les jeunes chômeurs s'étaient réapproprié cette rue, leur ancien fief, pour en faire de nouveau un petit souk. Ce phénomène et son

importante propagation ont pour principale cause le chômage : bête noire des jeunes Algériens.

Avec un niveau d'instruction moyen et sans qualifications professionnelles pour la plupart, ils sont rarement acceptés dans des entreprises privées ou publiques. Leur seule issue reste, donc, ces ventes à la sauvette qui sont «tolérées» par les autorités communales.

«Le champ est de nouveau libre», nous dira El Hadi. Ce chômeur de 31 ans propose à la vente des articles pour femmes. Il nous explique que du boulot, il en a cherché et il en cherche toujours, mais les réponses données à ses nombreuses demandes, nous explique-t-il, sont toujours négatives. Mais pour l'instant, son petit commerce arrive à le faire vivre. Comme lui, il en existe beaucoup. Et tous affichaient leurs soulagement et bonheur d'avoir pu reprendre leur activité, certes, illégale mais vitale pour eux.

Lakhdar, un autre marchand abordé sur les lieux la semaine dernière, nous avoue spontanément : «J'ai passé des jours sans rien faire et cela m'a totalement démoralisé. Le travail m'a beaucoup manqué».

Selon eux, il n'est aucunement question de laisser passer cette opportunité. «La vie est chère et tout le monde est conscient qu'il est carrément impossible de faire face à l'érosion du pouvoir d'achat. Que dire, donc, si l'on est de surcroît chômeur», déplorent-ils.

A. R.

La préoccupation du nettoyage prise
en charge par les élus locaux

Belacel Bouzegza, une commune relevant administrativement de la daïra d'El Matmar, située à l'est, à une quinzaine de kilomètres du chef-lieu de la wilaya de Relizane, connue pour abriter une «zone industrielle», fait partie des villes et villages ayant besoin d'un bon coup de balai.

Dans cette commune, la préoccupation du nettoyage a été prise en charge à travers le dispositif dit «Blanche Algérie» qui fait appel à l'armée de jeunes chômeurs affectés à cette tâche par le biais de la DAS. Ce programme a permis la constitution d'une trentaine

d'équipes, réparties aux niveaux des localités de la commune, avec pour mission le désherbage, le curage des avaloirs et des caniveaux. Une tâche fastidieuse entamée dès l'été dernier et qui devrait se poursuivre pour éviter les effets néfastes de l'hiver.

A la lutte contre l'insalubrité endémique qui sévit dans la commune, s'est greffée la lutte contre le chômage, dans un territoire où résident 25 000 habitants.

Un autre instrument de cette lutte, l'autorisation communale d'installer des kiosques à proximité des arrêts de bus disposés sur la commune et le long du chemin de wilaya 26 en particulier.

Selon un ancien élu, une dizaine de ces kiosques auraient été déjà installés. D'autres devraient l'être prochainement. Ces kiosques multi-

services (fournitures scolaires, confiseries, articles de parfumerie, tabacs, etc.) sont construits par les jeunes exploitants, sur de petites parcelles de terrains mises à leur disposition par la mairie.

Ces deux actions de service public sont appréciées à leur juste valeur par les électeurs de la commune qui y voient une forme de prise en charge, même mineure, de leurs tourments quotidiens et des achats de dernière minute.

A. R.

La cité des Fleurs réclame sa part de développement

Les habitants de la cité rue des Fleurs, sise au chef-lieu de Relizane, réclament des autorités locales la prise de mesures immédiates afin de les soulager des préjudices d'une situation fortement dégradée de leur cité susmentionnée.

Ces citoyens sont en quête d'une incontournable réhabilitation de leur cadre de vie. Tout plaide en faveur d'une prise en charge énergique de leurs préoccupations. A commencer par l'état des routes extrêmement délabrées. En effet, il est difficile à la

fois pour les piétons et les automobilistes de se déplacer au milieu de trous béants. De même que le problème de l'hygiène se pose avec acuité. Les ordures traînent partout et rien n'est fait pour leur ramassage de façon régulière. Les façades des

habitations sont quasiment en ruine. C'est un danger constant pour les habitants et les passants.

Ces habitations qui datent de l'époque coloniale ne tiennent plus la route. La cité en question n'en est pas à ce seul handicap. Il n'y a pas de structures de détente et de loisirs.

Les jeunes n'ont rien à se mettre sous la dent pour espérer meubler leur temps et échapper à une oisive-

té à couper au couteau. Pour les plus décidés à rompre avec leur monotonie, il faut se déplacer ailleurs pour tirer profit de son temps libre.

Quand on pense que ces habitants n'ont même pas de station de transport, à part un arrêt d'autobus déliquescents, on comprend pourquoi la colère ne cesse de gagner les esprits de ladite cité susmentionnée.

A. R.

AÏN BESSEM EST, DEPUIS SAMEDI, SOUS LE CHOC APRÈS SA DISPARITION

Une marche pour exiger plus d'efforts
pour retrouver le petit Badreddine

La ville de Aïn Bessem est sous le choc depuis samedi, jour où le petit Badreddine Laâmour, âgé de 13 ans, a été porté disparu.

Hier, au cinquième jour depuis cette disparition mystérieuse, des dizaines de citoyens de la ville de Aïn Bessem, dont ses camarades du CEM Merabti-Nacer où il poursuivait ses études en 2^e année moyenne, ont sillonné les principales artères de la ville pour «réclamer des autorités civiles et des services de la police, mais également de ceux de la Gendarmerie nationale, plus d'efforts pour retrouver sain et sauf le petit Badreddine», nous dira

un des marcheurs que nous avons contacté par téléphone.

Durant tout le trajet qui les a menés depuis la cité Kermia-Belkacem où la famille Laâmour réside, puis la gare routière, l'hôpital, avant d'arriver au niveau du nouveau siège de l'APC où un rassemblement a été organisé, les camarades de Badreddine ne cessaient de réclamer le retour parmi les siens de Badreddine, avec des pancartes sur lesquelles ils ont écrit

: «Nous sommes tous des Badreddine», alors que d'autres se solidarisaient avec le père, un simple vendeur de chaussures dans la ville.

Devant le nouveau siège de cette commune et daïra, situé à 26 kilomètres au sud-ouest de Bouira, et à l'adresse du P/APC présent sur les lieux, les parents du petit Badreddine réclamaient plus de moyens et d'engagement pour retrouver au plus vite leur fils.

Pour rappel, les faits remontent à samedi dernier, lorsque le petit Badreddine sortit de chez lui pour ne plus revenir. Sa famille, qui ne le

voyait plus à midi, commença à s'inquiéter et lorsqu'elle s'aperçut que même son téléphone portable ne répondait pas, elle alerta les services de la police. Parallèlement aux recherches entreprises par les services de la police, les parents et les alliés de la famille Laâmour multiplièrent les contacts, surtout via les réseaux sociaux, en diffusant la photo de Badreddine ainsi que les numéros de téléphone pour les contacts. Mais jusqu'à hier, aucun appel ou information fiable ne sont venus apporter du nouveau à cette disparition qui reste mystérieuse.

Y. Y.